



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 1617

Texte de la question

DÉLINQUANCE À MARSEILLE

**M. le président.** La parole est à M. Dominique Tian, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

**M. Dominique Tian.** Monsieur le Premier ministre, le ministre de l'intérieur s'est rendu le lundi 27 janvier à Marseille, en tournée électorale, pour l'inauguration d'une permanence socialiste. Le matin, à la préfecture, il a pris le temps de se féliciter d'une prétendue baisse de la délinquance et de la violence dans la cité phocéenne. Pas de chance : le lendemain, on assistait à un nouveau règlement de compte, à la kalachnikov, le quatrième pour le seul mois de janvier. Ce qui a beaucoup choqué les Marseillais, c'est que cet homme a été abattu devant l'école où il venait chercher sa fille, avec son fils de dix ans assis à l'arrière du véhicule.

Quelques semaines avant, c'est dans un taxi qu'un homme avait été abattu, le chauffeur s'en tirant par miracle. Dans les deux cas, les hommes abattus étaient des multirécidivistes. De nombreux policiers et gendarmes sont exaspérés, à Marseille et ailleurs et, comme le déclarait le général Soubelet, numéro 3 de la gendarmerie, lors d'une audition devant les députés, « 65 % des cambrioleurs interpellés dans les Bouches-du-Rhône en novembre 2013 sont à nouveau dans la nature ». Dans ces conditions, comment voulez-vous, monsieur le Premier ministre, que les chiffres de la délinquance baissent ?

**M. Matthias Fekl.** C'est bien pour cela que nous proposons une réforme pénale !

**M. Dominique Tian.** Dans un département que le général ne cite pas, le parquet recommande de mettre dehors les présumés délinquants mineurs étrangers, faute de moyens pour trouver un interprète. Comment ne pas comprendre le mécontentement des forces de l'ordre, sujet sur lequel le ministre de l'intérieur est étrangement muet, lui qui a pris l'habitude de se mêler de tout ? (*« Oh ! » sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

**M. Philippe Meunier.** Même de la famille !

**M. Dominique Tian.** Monsieur le Premier ministre, pourriez-vous demander à Mme la ministre de la justice, plutôt que de s'occuper de la couleur politique des procureurs, de mettre en prison les personnes que les services de police et de gendarmerie interpellent ? (*« Bravo ! » et applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe UDI.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

**M. Manuel Valls, ministre de l'intérieur.** Monsieur le député, ces sujets sont graves et méritent un peu plus que des approximations. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Il y a effectivement eu, voilà quelques jours, un mort de plus, et c'est à chaque fois un mort de trop. Je remarque seulement, sans vouloir entrer dans des

décomptes macabres, qu'en 2013, et pour la première fois depuis 2008, le seuil de vingt décès par règlement de compte n'a pas été atteint. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. Philippe Meunier.** Bravo !

**M. Manuel Valls, ministre.** Cela montre le niveau très élevé des décès et doit en même temps vous inviter à la modestie sur ce sujet. (*Mêmes mouvements.*)

Par ailleurs, j'ai présenté il y a une semaine les chiffres de la délinquance à Marseille. Vous y étiez, monsieur Tian, de manière très républicaine. Et que montrent ces chiffres, que ne doivent pas cacher les règlements de compte, qui sont évidemment dus aux trafics de drogue ? Que la délinquance et les violences baissent dans les zones de sécurité prioritaire, qui concernent plus de la moitié des habitants de Marseille. Les violences ont baissé de 14 % et les atteintes aux biens de 7 %.

**M. Bernard Deflesselles.** Tout va bien, alors !

**M. Manuel Valls, ministre.** Cela veut dire que le travail qui est engagé aujourd'hui donne des résultats, grâce à une coopération exemplaire avec la justice, entre le préfet de police, les forces de l'ordre et le procureur.

**M. Philippe Meunier.** Les cambriolages explosent !

**M. le président.** Monsieur Meunier, s'il vous plaît !

**M. Manuel Valls, ministre.** Savez-vous pourquoi les policiers sont exaspérés à Marseille ? Parce que vous avez supprimé des postes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. Guy Teissier.** Ce n'est pas vrai !

**M. Manuel Valls, ministre.** C'est cette majorité qui a permis la création de 450 postes de policiers, et c'est grâce à cela que nous obtenons des résultats. Sur ces sujets, plutôt que de polémiquer, travaillons ensemble, au bénéfice des Marseillais ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Dominique Tian](#)

**Circonscription :** Bouches-du-Rhône (2<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1617

**Rubrique :** Sécurité publique

**Ministère interrogé :** Intérieur

**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [6 février 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 février 2014](#)